



Hong Kong, le 14 décembre 2005

Bonjour,

La journée du 14 décembre a été entre autre l'occasion d'assister à une conférence où des représentants d'organisations paysannes se sont exprimés sur la crise de l'agriculture familiale. Peu avant la conférence ministérielle de l'OMC en 2003, des organisations paysannes africaines, asiatiques, latino-américaines et européennes ont signé la déclaration de Dakar. Cette déclaration commune pointait la nécessité de mettre en œuvre des politiques agricoles fondées sur des droits et de défendre la souveraineté alimentaire. En janvier 2005, un nouvel appel, l'appel de Chapeco [[www.dakardeclaration.org](http://www.dakardeclaration.org)], a été publié et met encore plus avant la nécessité de mettre en place des politiques d'accès aux ressources et le droit à la protection des marchés, d'assurer des prix agricoles rémunérateurs et de renforcer la gestion de l'offre sur les marchés mondiaux. Réunis à Hong Kong, des représentants des organisations signataires de cet appel, ont expliqué comment l'agriculture familiale a tout à craindre d'une nouvelle baisse des tarifs douaniers et des aides gouvernementales. La priorité pour les producteurs qu'ils soient au Brésil, en Afrique, en Europe, aux USA ou encore au Canada est bien de pouvoir accéder aux marchés locaux.

Suite à ces témoignages une discussion s'est engagée. Elle a permis de noter un certain nombre de convergences et de dégager des propositions. Citons celle présentée par Saliou Sarr du CNCR (une organisation sénégalaise) qui suggère de bâtir une alliance des paysans basée sur les convergences et non sur les divergences. Cette proposition a soulevé différentes réflexions. Il faut éviter de créer un nouveau mouvement comme le souligne la représentante du Comité de coordination de Via Campesina et comme souligné par Artisans du Monde, il faudrait élargir les convergences à l'ensemble des mouvements sociaux de la société civile car la question agricole implique un projet plus global de société.

Un représentant de l'UEMOA (Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest) a assuré son soutien à l'agriculture paysanne tandis qu'un député du Luxembourg, a indiqué qu'il fallait transcender la pensée unique : Traid not aid et ne pas mettre en concurrence des paysans qui ont des écarts de compétitivité de 1 à 5.

Le débat s'est conclu par différentes réflexions. On retiendra des points de convergence sur la nécessité de constituer un mouvement fort pour défendre des régulations mais aussi des interrogations sur les stratégies à adopter. Parmi celles-ci, on notera l'intervention du représentant des USA qui invite à réfléchir à la question des subventions. Pour lui, si demain les subventions aux producteurs américains de coton sont supprimées, la situation des producteurs africains ne sera résolue qu'à court terme puisqu'une autre concurrence verra le jour de la part du Brésil ou de la Chine.

Ci-dessous, le compte rendu plus détaillé

## **Le faible niveau des prix agricoles détruit l'agriculture familiale. Le cycle de Doha ne fait qu'aggraver cette situation.**

### **5 voix du sud et du nord : un même constat ! des mêmes attentes.**

Peu avant la conférence ministérielle de l'OMC en 2003, des organisations paysannes africaines, asiatiques, latino-américaines et européennes ont signé la déclaration de Dakar. Cette déclaration commune pointait la nécessité de mettre en œuvre des politiques agricoles fondées sur des droits et de défendre la souveraineté alimentaire. En janvier 2005, un nouvel appel, l'appel de Chapeco<sup>1</sup>, a été publié lors d'une rencontre d'organisations paysannes au Brésil. Cet appel part du constat que la situation des agriculteurs familiaux ne cesse de s'aggraver : difficultés d'accès à la terre, dégradation des capacités des populations rurales mettant en péril la sécurité alimentaire, baisses des prix payés aux producteurs. Il présente des solutions basées sur la mise en place de politiques d'accès aux ressources, la nécessité de mettre en œuvre le droit à la protection des marchés, d'assurer des prix agricoles rémunérateurs et de renforcer la gestion de l'offre sur les marchés mondiaux. Réunis à Hong Kong, des représentants des organisations signataires de cet appel, ont expliqué comment l'agriculture familiale a tout à craindre d'une nouvelle baisse des tarifs douaniers et des aides gouvernementales. Écoutons leurs témoignages qui illustrent comment des paysans qu'ils soient en Europe, en Afrique ou en Amérique Latine ou Amérique du Nord ne peuvent plus vivre de leur travail.

Altermir Tortelli est coordinateur de la FETRAF – SUL au Brésil. Il souligne à quel point les latifundistes associés aux multinationales interviennent au niveau international avec la même agressivité qu'au Brésil. Pour les agriculteurs familiaux brésiliens, l'essentiel n'est pas d'accéder au marché international mais d'accéder au marché local et à une réforme agraire qui permettra d'éliminer la faim parmi la population brésilienne.

Bruce Sanders est membre de l'organisation canadienne « Dairy farmers » (producteurs de lait). Il témoigne de son expérience à l'exportation qui n'a rien rapporté si ce n'est des revenus bas et instables. C'est pourquoi avec son organisation, il a mis en place un système de production basé sur le contrôle de la production et la négociation collective. Ainsi, il bénéficie, comme tous les producteurs membres de son organisation, de revenus stables et rémunérateurs. Il refuse les règles commerciales qui, par des baisses tarifaires, condamnent un système qui marche tant pour les producteurs que les consommateurs.

NDiogou Fall est président du ROPPA, le Réseau des organisations paysannes de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest. Le ROPPA a pris part au processus de Dakar qui a permis d'instaurer un dialogue avec d'autres producteurs et d'autres organisations de la société civile. Le marché auquel il souhaite accéder est le marché local et régional. C'est pourquoi il est important que les gouvernements protègent les marchés locaux et puissent instaurer des taxes et des mécanismes de sauvegarde. Ce combat est difficile car les règles de l'OMC mais également les pressions de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International ne permettent pas aux gouvernements de prendre des décisions favorables au développement des agriculteurs familiaux.

Georges Naylor du NFFC (Etats-Unis – Coalition nationale des agriculteurs familiaux) explique que même si les surfaces des fermes sont supérieures à 100 ha, les prix du marché ne permettent pas d'avoir un revenu suffisant. Les subventions, très souvent critiquées, compensent ces prix bas, mais de manière insuffisante. Comme tous les producteurs, Georges préférerait gagner sa vie directement par la vente de ses produits.

---

<sup>1</sup> [www.dakardeclaration.org](http://www.dakardeclaration.org)

René Louail est membre de la CPE, la Coordination paysanne européenne, elle-même membre de Via Campesina, le syndicat international qui regroupe des organisations paysannes du monde entier. Pour lui, le processus de Dakar s'inscrit dans le combat mené contre l'accord agricole de l'OMC qui contribue à la faim dans le monde et à la disparition des exploitations paysannes : chaque année, 50 millions de paysans quittent leur métier. Face aux impératifs du développement, face aux différents défis environnementaux (qualité de l'eau, extension des zones arides sur tout le globe etc.), il réclame des politiques audacieuses basées sur des outils de régulation. Il refuse que l'agriculture soit une monnaie d'échange dans le cadre de l'OMC pour obtenir la libéralisation des services. Il rejette les mesures mises en œuvre dans le cadre de la réforme de la Politique agricole commune qui a déjà conduit à des désastres : rien qu'au Portugal, 50 000 hectares de terre ont été abandonnées. L'année suivante, elles ont été quasiment détruites par les feux de forêt. Il rappelle que le combat est aussi un combat contre les OGM car accepter les OGM, c'est laisser le marché des semences dans les mains de quelques multinationales. C'est pourquoi, il réaffirme l'indispensable solidarité entre les agriculteurs familiaux du monde entier et l'impératif de revendiquer la souveraineté alimentaire pour chaque état ou espace régional. Il espère que Hong Kong ne se conclura par un accord qui ne serait que le prolongement d'un processus dénoncé depuis Doha.

## **Discussion**

La discussion a permis de dégager des points d'accord, des interrogations et des suggestions. Pour le président des JA (Jeunes Agriculteurs - France), ce combat est impératif même si il n'est pas facile de ramer à contre courant. Le processus de libéralisation actuelle qui enlève des outils d'organisation, qui déstabilise les marchés et interdit la souveraineté alimentaire, n'oriente pas un cycle du développement. C'est pourquoi, les JA ont soutenu la déclaration de Dakar. Il faut mettre en avant que tous les paysans doivent être complémentaires et non concurrents. Chaque paysan a besoin de vivre de son travail, ce qui implique des prix à la production. L'enjeu est maintenant de diffuser ces idées. En France, « un mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture » est en train de se créer. Il a pour objectif de faire porter ses idées par des milieux non agricoles.

Parmi les questions posées, on notera celle de François Dufour de la Confédération Paysanne. Il se demande si la souveraineté alimentaire peut être inscrite à l'OMC. Il craint que si nous restons liés à l'OMC, les conflits d'intérêt entre les continents et entre le monde paysan se multiplient.

Pour Saliou Sarr du Sénégal (CNCR et Roppa), la présentation des différents représentants donne l'impression que tous sont dans la même organisation. Il suggère de bâtir une alliance des paysans basée sur les convergences et non sur les divergences. Josie Riffaud du Comité de coordination de Via Campesina rappelle qu'un mouvement paysan mondial existe déjà : il s'appelle Via Campesina et revendique la souveraineté alimentaire. Plutôt que de multiplier les organisations, ne faudrait-il pas plutôt que chacun rejoigne Via Campesina. Cet impératif de rassembler la voix des paysans est également appuyé par la représentante d'une organisation de paysans asiatiques. Artisans du Monde souhaite élargir cette proposition à une proposition plus globale : le combat actuel n'est pas un combat entre paysans du Nord et paysans du Sud, c'est un combat contre un modèle agro exportateur. Mais ce combat ne doit pas concerner le seul monde paysan : il faut réunir les différentes forces de la société civile. En France, le Réseau pour des agricultures durables inventives et solidaires rassemble différentes composantes de la société civile : associations de consommateurs, de protection de l'environnement, de solidarité internationales, des organisations professionnelles agricoles. En vue de la conférence ministérielle de l'OMC, 24 organisations de solidarité internationales, des syndicats, des organisations professionnelles agricoles ont formé le collectif « OMC, 10 ans ça suffit » en développant des positions communes globales basées sur les points de convergence. Il ne faut pas créer de nouvelle organisation mais ensemble et non de manière fractionnée constituer une réelle force pour inverser les règles commerciales actuelles.

Pour un autre représentant des JA, l'unité de vue sur les fondamentaux est nécessaire mais il faut miser sur les négociateurs qui n'ont pas toujours en tête les enjeux de l'agriculture.

Le besoin d'unité est également souligné par un représentant de l'UEMOA (Union économique monétaire de l'Afrique de l'ouest) qui retrouve comme point d'accord la défense de la petite paysannerie, la défense des consommateurs. Il importe de défendre la sécurité alimentaire par des mesures tarifaires.

Mais défendre ces propos n'est pas facile au sein de l'OMC. Comme le rappelle un député du Luxembourg, les députés présents à la conférence ministérielle de l'OMC n'ont pas le droit de s'exprimer. Leur seul droit est d'assister aux réunions. Dans une région où la population est paysanne, il n'y a pas d'autres alternatives que de soutenir l'agriculture tout comme dans les pays du nord quand l'emploi est menacé, il faut soutenir l'emploi. Il faut par conséquent mieux organiser les marchés et mettre en cohérence les politiques. Il y a urgence à rédiger un rapport sur les cohérences politiques : certains n'écoutent que le FMI, d'autres que l'OCDE ou telle autre organisation qui ont chacune leur propre analyse. Il faut se mettre ensemble et mettre à plat ces analyses pour réformer les politiques. Cette réforme implique de ne pas mettre en concurrence des paysans qui ont des écarts de compétitivité de 1 à 5. Il faut transcender cette pensée unique : Traid not aid (du commerce pas de l'aide) car cette histoire ne tient pas la route. Il faut du commerce, de l'aide et des règles de fonctionnement : ce qui veut dire aborder la question des prix qu'on n'a pas le droit de brader.

## **Conclusion**

Le temps était court et nous n'avons pu entendre que ces 4 réponses qui soulèvent de nouvelles questions et donnent des axes de travail.

Pour le représentant de la coalition nationale des agriculteurs familiaux (USA), nous ne pourrions réussir sans remettre en cause les prix bas. Mais attention à la manière de faire. En supprimant les subventions, les petits paysans vont arrêter leur exploitation tandis que les grandes exploitations pourront continuer à acheter des pesticides, des semences, des machines agricoles à ceux qui paient la campagne présidentielle de Georges Bush et voudraient qu'on supprime les subventions. Mais si les subventions sont supprimées, il y aura également une catastrophe financière. Et quant aux subventions sur le coton, réfléchissons : en les supprimant, le prix du coton va augmenter pour les producteurs africains. Mais demain que feront-ils quand ils seront concurrencés par la Chine ou le Brésil ? Par ailleurs, si les cultivateurs américains arrêtaient de produire du coton, ils produiraient du soja. Et déstabiliseraient un autre marché.

Pour le représentant de la FETRAF, il faut mener deux stratégies en parallèle : être à la table des négociations et être un mouvement qui se mobilise et défend des positions. Il est ainsi capital d'arriver à des prises de position commune de la société civile contre l'OMC et de construire des propositions.

Le représentant de la CPE affirme son ouverture à toutes les organisations qui souhaitent défendre la souveraineté alimentaire de manière exigeante. Celle-ci se décline par une remise en cause des politiques agricoles en Europe, aux USA là où il y a en nombre le moins de paysans là mais où sont installés les 40 plus grandes transnationales qui existent sur la planète. Il faut aller au-delà du monde paysan car le projet défendu est un projet global de société. Il faut par conséquent profiter de ces prochains jours pour dépasser la ligne blanche<sup>2</sup> et exprimer nos mécontentements de manière pacifique tout en étant force de propositions. La CPE refuse les politiques qui ont consisté à détruire les politiques vivrières dans les pays du Sud. D'où la nécessité de demander dans le cadre d'un collectif large que l'agriculture sorte de l'OMC. Mais nous avons besoin d'outils de régulation d'autant que les échanges bilatéraux sont aussi catastrophiques. Il faut par conséquent construire un système où soit défendu la souveraineté alimentaire.

En conclusion, NDiogou Fall souligne la dynamique enclenchée entre les différents acteurs de la société civile et remercie les participants.

Compte-rendu rédigé par Anne-Françoise Taisne, membre du conseil d'administration de la Fédération Artisans du Monde

---

<sup>2</sup> La ligne blanche correspond à une ligne au-delà de laquelle se trouve une zone seulement autorisée aux négociateurs aux délégués officiels (autrement dit, pas aux ONG).